



L'histoire du temps présent

La naturalisation du prince Félix: un vote très spécial en 1919



Denis Scuto

Grâce aux commémorations du Centenaire de la Première Guerre mondiale et de ses conséquences, le public luxembourgeois découvre ces dernières années des aspects jusque-là négligés dans l'historiographie du pays.

Pendant longtemps, on se souvenait et on fêtait au Luxembourg des anniversaires historiques de souverains et de traités internationaux, mais non des révolutions comme celle de 1830 ou 1848 ou celle de 1918-1919. Si la révolution de 1918-1919 ne déboucha pas sur la république comme nouvelle forme d'État, elle imposa néanmoins la souveraineté de la nation, la journée de huit heures et le suffrage universel pour hommes et pour femmes. Elle a donc enfanté l'État démocratique moderne luxembourgeois. Une multitude d'événements (colloques, expositions, livres, articles, représentations théâtrales) ont été et sont logiquement consacrés à ce tournant séculaire. 1918-1919 constituent à bien des égards les „années sans pareilles“ de l'histoire contemporaine du Luxembourg. Je voudrais aujourd'hui revenir sur un moment de cette année que l'on peut considérer lui aussi comme „sans pareil“.

De 1914 à 1930, malgré une certaine de demandes en suspens, dont beaucoup avisées positivement, aucune naturalisation n'est votée par la Chambre des députés. Sauf une. Le 5 novembre 1919, il y a 100 ans, la nationalité luxembourgeoise est conférée par une loi spéciale au prince Félix de Bourbon-Parme, fiancé de la grande-duchesse Charlotte, la veille de leur mariage. (Enfin, pour être précis, la veille de leur deuxième mariage en 1919, mais voilà une autre histoire ...) Ce vote, à la suite d'un débat le 4 novembre, jour de l'ouverture de la nouvelle session de la Chambre, fut rendu possible par la majorité absolue que le parti de la droite avait reçue dans les élections législatives du 26 octobre 1919. 25 des 27 députés du parti de la droite – les deux autres étaient absents – ont voté pour, 21 députés appartenant au parti socialiste, au parti radical (libéral), au parti populaire, au parti national indépendant et à la liste des indépendants de gauche (de l'Est) ont voté contre.

Une méthode à la hussarde

Cette naturalisation constitue une exception à tous points de vue et est peut-être unique dans l'histoire du parlement et de la législation du pays. Le 4 novembre 1919, deux jours avant le mariage du prince et de la grande-duchesse, le gouvernement Reuter soumet à la Chambre un projet de loi spécial visant à donner la nationalité luxembourgeoise au prince Félix. Ce projet est vraiment „spécial“: premièrement, la demande n'est accompagnée d'aucun dossier contenant les pièces prévues par les lois sur les naturalisations de 1848 et 1878: acte de naissance, bulletin d'impôt, certificat de résidence, certificat de moralité du bourgmestre de la dernière résidence. Le projet de loi ne comporte deuxièmement aucun exposé des motifs, seulement une dépêche de quelques lignes adressée par le gouvernement au Conseil d'État le 30 octobre 1919, signifiant qu'il veut faire voter la loi avant le mariage. Le Conseil d'État, en majorité conservateur, „ne peut qu'acquiescer à cette mesure“.

Troisièmement, ni les sections de la Chambre ni la section centrale ne sont saisies du projet, mais une commission spéciale instituée le 4 novembre, composée uniquement de députés du parti de la droite, puisque les députés des autres partis refusent de cautionner cette méthode à



Le couple princier photographié par Edouard Kutter en 1921 (carte postale)

la hussarde. La séance parlementaire suspendue, la commission spéciale se réunit immédiatement, et à la reprise des débats, le rapporteur présente le projet de loi. Il est approuvé le jour même après une discussion houleuse où droite monarchique et gauche républicaine s'affrontent. Enfin, contrairement aux autres lois du pays, cette loi ne sort pas ses effets trois jours après la publication dans le Mémorial, mais dès l'instant même de sa publication, le 5 novembre, puisque le gouvernement souhaite que Félix soit Luxembourgeois avant son mariage célébré le 6 novembre 1919.

Le débat qui oppose gauche et droite au parlement le 4 novembre rappelle la lutte acharnée entre monarchistes et républicains quelques mois plus tôt, même s'il s'agissait ici juste d'un combat d'arrière-garde autour de la naturalisation de Félix, après le vote clair pour la grande-duchesse Charlotte au référendum du 28 septembre et vu la majorité absolue du parti de la droite. Auguste Collart, ministre à l'époque, évoque ainsi ce débat dans ses mémoires: „Mit einem Schlag sah die Kammer aus wie ein bei schwülem Wetter in Aufregung geratenes Wespennest.“

L'issue ne fait aucun doute. Le prince sera naturalisé, mais les libéraux et les socialistes dénoncent la procédure expéditive et exceptionnelle et surtout si tardive. Cela contraignit Reuter à avouer pourquoi le gouvernement ne l'a pas présenté au parlement avant les élections du 26 octobre: „Je n'imagine pas que, si le Gouvernement vous avait soumis le projet huit ou 15 jours plus tôt, un seul des orateurs qui ont pris la parole aujourd'hui eût renoncé au débat. Mais j'ai la conviction que les orateurs auraient été encore plus nombreux. Le „débat pénible“ n'en serait devenu que plus étendu et plus pénible.“

La nationalité de la grande-duchesse Charlotte

Les débats dévoilent aussi les raisons qui sous-tendent cette naturalisation. Il ne s'agit pas seulement, comme le dit officiellement le gouvernement, de se conformer

à l'usage international qui veut que dans les pays où la souveraine épouse un prince étranger, le prince soit naturalisé avant le mariage. Dans le cas du prince Félix, la naturalisation permet de résoudre un double problème pour la dynastie et ses partisans du parti de la droite, un problème lié à la nationalité de la grande-duchesse Charlotte.

Premièrement, le Code civil de l'époque stipulait que la femme suit la nationalité de son mari. Sans une naturalisation préalable de Félix, le mariage aurait donc fait de Charlotte une citoyenne française. Au grand étonnement des députés, Félix était en effet Français et non Autrichien, comme on le croyait. La gauche se plaisait à l'appeler „Zigeunerprinz“ pour avoir combattu sur le front de l'est dans les rangs de l'armée austro-hongroise. Les Bourbons ont été considérés comme jouissant de l'extraterritorialité depuis qu'ils ont cessé de régner en France. Cette nationalité française du prince a d'ailleurs joué dans l'acceptation diplomatique de ce mariage par le gouvernement français, à côté de la médiation du Vatican, après maintes tergiversations. Après les fiançailles de Charlotte avec Félix, célébrées le 6 octobre 1918 au Château de Berg, l'occupant français avait ainsi interdit l'entrée au Luxembourg à Félix pendant presque un an.

Deuxièmement, la question de la nationalité avait été évoquée à partir d'un autre angle en avril 1919 dans un article publié dans le *Journal du droit international* de Paris par l'avocat luxembourgeois Edouard Simonis, qui militait pour un rattachement du Luxembourg à la Belgique. Le titre en était: „Nationalité (allemande ou luxembourgeoise) de la grande-duchesse Marie-Adélaïde“. Selon Simonis, en se fondant sur les législations allemande et luxembourgeoise en matière de nationalité, les souverains de la Maison de Nassau-Weilburg devaient être considérés comme Allemands car ni le premier grand-duc, Adolphe, ni son fils Guillaume n'ont été naturalisés luxembourgeois. Aucune des deux grandes-duchesses, Marie-Adélaïde et Charlotte, nées au Luxembourg, n'a fait en temps utile la déclaration prévue par la loi du 14 mars 1905 permettant d'opter pour la na-

tionalité luxembourgeoise à l'âge de 18 ans. Du point de vue du droit civil, elles ne pouvaient donc pas être Luxembourgeoises. Elles se considéraient d'ailleurs elles-mêmes d'origine allemande („von deutschem Geschlecht“).

Toutefois, Simonis est resté seul à soulever publiquement cette question de droit pour le moins intéressante. Même les plus farouches adversaires de la dynastie ont sans doute estimé que l'accession au trône grand-ducal de la famille des Nassau-Weilburg en 1890 avait fait de cette lignée allemande de facto des Luxembourgeois. Simonis fournit d'ailleurs des contre-arguments à sa propre thèse: „On objectera peut-être qu'il paraît étrange que la souveraine n'ait pas la nationalité du pays où elle règne; d'autre part, dira-t-on peut-être, que, puisque souveraine, elle pouvait, puisant le droit dans la souveraineté même, s'attribuer cette nationalité; enfin invoquera-t-on l'exemple de la Belgique où Léopold I^{er}, quand il fut proclamé roi des Belges, n'avait pas cette nationalité mais qu'il ne paraît pas qu'on ait songé à lui contester la nationalité belge, pas plus qu'à ses descendants.“

Si la gauche ne soulève pas la question de la nationalité lors du débat du 4 novembre, elle en profite pourtant pour régler ses comptes avec la noblesse de droit divin. Le député radical, cheminot et franc-maçon Aloyse Kayser, arrêté et emprisonné par l'occupant allemand en 1914, stigmatise le trône et l'autel comme responsables de la Première Guerre mondiale: „D'ailleurs n'avons-nous pas vu les envoyés du Seigneur, ces bandits couronnés, déclencher de la façon la plus frivole la guerre la plus sanglante que l'histoire ait jamais eu à enregistrer.“ Le socialiste Jos Thorn, un des membres du Soviet ouvrier et paysan de novembre 1918, attaque directement le prince Félix. Il se demande pourquoi le même prince qui fut officier de l'armée autrichienne et ne réside au Grand-Duché que depuis 14 jours est si pressé de changer de nationalité: „Est-ce que, dans les maisons princières, on change donc de nationalité comme nous autres changeons de chemise?“ Puis, il continue: „Il (M. le prince Félix de Bourbon-Parme) a porté l'uniforme des ennemis de l'Entente, il est donc solidaire de la violation de la neutralité du pays.“ Thorn accuse le gouvernement, sous les applaudissements des bancs de la gauche et des tribunes, de se rendre à leur tour solidaire de cette violation de la neutralité du pays.

Ce débat souligne en même temps à quel point la classe politique tente après la guerre de positionner le Luxembourg à chaque débat parlementaire comme victime des puissances centrales et comme ami des pays de l'Entente. La gauche francophile vise en fait ce jour-là, à travers sa lutte contre la naturalisation du prince Félix, à empêcher la naturalisation de citoyens de „nations ennemies“, donc des nombreux Allemands qui ont déposé une demande de naturalisation au Grand-Duché. Elle soutient de la sorte les efforts de la diplomatie française de remplacer l'élite allemande qui s'était implantée au Grand-Duché dans le cadre du Zollverein par une élite française, notamment dans l'industrie sidérurgique.

Il reste que, comme l'a souligné le constitutionnaliste Luc Heuschling, c'est seulement après le vote de novembre 1919 que la dynastie Nassau-Weilburg devient, grâce au mariage de la grande-duchesse Charlotte avec le prince Félix fraîchement naturalisé, une dynastie de nationalité luxembourgeoise en droit civil. Mais tout cela était oublié depuis longtemps quand un autre personnage célèbre venant d'Autriche, le skieur Marc Girardelli, fut naturalisé Luxembourgeois à travers une procédure spéciale dans les années 1980, afin qu'il puisse rendre de grands services au pays ...